

Questions orales

Des voix: Bravo!

M. Mulroney: Nous avons agi selon notre devoir et nous sommes certainement prêts à soumettre ce problème à l'examen du comité des finances, dès que ce dernier pourra siéger.

M. le Président: A l'ordre!

LA CONTENU DU PROJET DE LOI

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, les Canadiens de l'Ouest ainsi que tous les autres Canadiens se souviennent sans doute que c'est le gouvernement du premier ministre qui est l'artisan du fiasco de un milliard de dollars pour lequel ils devront maintenant payer.

Puisque le premier ministre refuse de faire examiner cette affaire très grave par un comité d'urgence—et je ne parle pas du problème permanent des banques mais de la crise actuelle—peut-il, lui ou son leader parlementaire à la Chambre, confirmer que le gouvernement a déjà préparé un projet de loi qui contient des articles relatifs au renflouement, pas seulement de la Banque commerciale du Canada mais aussi de la Norbanque? Le gouvernement peut-il confirmer qu'un tel projet de loi a déjà été rédigé et dans l'affirmative, peut-il dire si cela n'ajoute pas foi, à première vue, à ce que le président de la Norbanque a déclaré?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Non, monsieur le Président; toutes les initiatives législatives qui devront être prises, seront prises en temps et lieu, cela va de soi, et mon honorable collègue sera averti.

Le député a dit que les Canadiens de l'Ouest se rappelleront que les députés progressistes conservateurs sont responsables du fiasco de la Norbanque. Nous avons hérité de cette situation.

M. Broadbent: Du renflouement.

M. Mulroney: Ce que les Canadiens de l'Ouest n'oublieront pas, c'est que le NPD s'est fiancé et s'est marié avec les libéraux et qu'ils ont adopté ensemble le PEN, qui a ruiné l'ouest du Canada. C'est ce qu'ils n'oublieront jamais.

Des voix: Bravo!

M. Mulroney: Ils ne l'oublieront jamais.

M. Broadbent: Monsieur le premier ministre, voilà encore un mensonge.

M. Mulroney: Oh, cela fait mal. C'est indigne de vous.

M. Stevens: Rétractez-vous.

M. le Président: Je dois signaler au député d'Oshawa que je l'ai entendu, et je dois lui demander de se rétracter.

M. Broadbent: Je signale au premier ministre . . .

M. le Président: Sauf votre respect . . .

M. Broadbent: . . . que nous avons voté contre la plupart des éléments du programme énergétique.

M. le Président: Le député aurait-il l'obligeance de se rasseoir?

M. Broadbent: Il le sait. Il devrait être franc.

M. le Président: Le député pourrait-il se rasseoir?

M. Broadbent: Je respecte bien volontiers les traditions de la Chambre et je retire mes propos.

M. le Président: Puisque je dois encore lui donner la parole à cette fin, le député pourrait-il tout simplement se lever et retirer ce qu'il a dit? Pourrait-il tout simplement se rétracter?

M. Broadbent: C'est très touchant, monsieur le Président. Je retire mes propos. Je voudrais que le premier ministre dise de temps en temps la vérité.

Des voix: Oh, oh!

• (1130)

M. le Président: La députée de Trinity (M^{lle} Nicholson) a la parole.

Mlle Nicholson (Trinity): Monsieur le Président, je voudrais poser une question au ministre d'État . . .

M. Deans: On ne peut pas le répéter sans cesse. Il a tort et vous le savez.

M. Lewis: Vous êtes passés maîtres dans l'art de faire des coups bas.

Des voix: Oh, oh!

M. le Président: A l'ordre, allons! Je n'ai pas vérifié le calendrier lunaire, mais ce doit être la pleine lune.

La députée de Trinity a la parole.

LA BANQUE COMMERCIALE DU CANADA—LA SITUATION DES LIQUIDITÉS

Mlle Aideen Nicholson (Trinity): Monsieur le Président, j'ai une question à poser à la ministre d'État aux Finances. Suivant ce qu'elle a déclaré, elle et ses services ont suivi l'activité de la Banque Commerciale du Canada au cours du printemps et de l'été. Veut-elle nous dire à quel moment elle a appris qu'à la fin juin, cette banque avait cessé de présenter la situation hebdomadaire et mensuelle de ses liquidités, qui est exigée de toutes les banques à charte, et pourquoi elle a laissé faire cela?

L'hon. Barbara McDougall (ministre d'État (Finances)): Monsieur le Président, encore une fois il a été lancé des accusations graves qui se fondent sur des informations erronées. Les documents mentionnés par le journal étaient des documents internes de la banque. Chaque état de situation devant obligatoirement être fourni à l'inspecteur général et à la Banque du Canada a continué de l'être, et continue de l'être encore maintenant.